

Le peuple grec a tenté de s'échapper de la prison de l'austérité. Rattrapé, il a été placé en cellule d'isolement

Alexis Tsipras

Entretien réalisé par Kostas Arvanitis (radio Sto Kokkino)
Retranscription et traduction Theodoros Koutsaftis

Le 29 juillet, le Premier ministre grec s'exprimait longuement à l'antenne de Sto Kokkino. L'entretien, conduit par Kostas Arvanitis, le directeur de cette radio proche de Syriza, offre un éclairage inédit sur cinq mois d'une négociation aux allures de guerre d'usure avec les créanciers d'Athènes et les « partenaires » européens. Avec l'autorisation de nos confrères, nous en publions ici la retranscription intégrale.
www.humanite.fr/..., 31 juillet 2015

Parlons de ces six mois de négociations. Quel bilan en tirez-vous ?

Alexis Tsipras. Il faudra en tirer les conclusions de façon objective, sans s'avilir ni s'auto-flageller car ce fut un semestre de grandes tensions et de fortes émotions. Nous avons vu remonter en surface des sentiments de joie, de fierté, de dynamisme, de détermination et de tristesse, tous les sentiments. Je crois qu'au bout du compte si nous essayons de regarder objectivement ce parcours, nous ne pouvons qu'être fiers, parce que nous avons mené ce combat. Et parce que les combats perdus d'avance ne sont que ceux que l'on ne livre pas. Nous avons tenté, dans des conditions défavorables, avec un rapport de force difficile en Europe et dans le monde, de faire valoir la raison d'un peuple et la possibilité d'une voie alternative. Au bout du compte, même si ces rapports de forces étaient déséquilibrés, même si les puissances ont imposé leur volonté, ce qui reste c'est l'absolue confirmation, au niveau international, de l'impasse qu'est l'austérité. Cette évolution façonne un tout nouveau paysage en Europe. L'Europe n'est pas la même après le 12 juillet. Quand Jürgen Habermas lui-même affirme que l'Allemagne a détruit une stratégie de cinquante ans, une stratégie de l'imposition par la persuasion et non par la force, je pense que ce sont des mots qu'il nous faut écouter.

Vous-même, le gouvernement, Syriza étaient-ils prêts à affronter l'adversaire ? N'y êtes-vous pas allés avec de bonnes intentions, face à des institutions qui ne se sont pas comportées de façon très institutionnelle ?

Alexis Tsipras. Il n'y a pas eu de « bonnes intentions », de notre côté ou du leur. Il y a eu une négociation très dure. Pour la première fois. Et la différence avec le passé c'est que sur la table il y avait des stratégies très différentes, contradictoires. Il y avait d'un côté un gouvernement qui avait et continue à avoir la majorité du peuple grec à ses côtés, qui revendique une autre voie, une autre perspective et de l'autre côté les institutions, qui ne sont ni indépendantes ni neutres mais aux ordres d'un plan stratégique précis.

Est-ce que Syriza s'est rangé à l'unisson derrière cette ligne de la négociation ou y avait-il d'autres opinions ? Avez-vous pris la négociation sur vous ? Les organes du parti connaissaient-ils les procédures ? Le parti était-il au courant de ce qui se passait ?

Alexis Tsipras. Le gouvernement fonctionne collectivement, avec le Conseil des Ministres, le conseil gouvernemental, qui tenait des réunions régulières afin que les ministres soient tenus au courant et qu'ils puissent définir le cours des négociations. Et en même temps nous avons créé, et ils existent toujours, des organes institutionnels comme le Groupe de négociation politique à laquelle de façon exceptionnelle assistaient tant le secrétaire du groupe parlementaire de Syriza que le secrétaire du comité central de Syriza, afin qu'ils soient absolument tenus au courant et qu'ils participent aux prises décisions. Le parti était lié aux organes gouvernementaux. Étroitement lié. Et bien sûr il y avait des réunions régulières du secrétariat politique de Syriza.

C'est une autre question qu'il faut se poser. À quel point le parti participait de façon active à pour créer les conditions d'un soutien à l'effort gouvernemental dans la négociation ? C'est une question que l'on doit se poser.

Mais c'est vous le président de Syriza.

Alexis Tsipras. Effectivement mais je pense que le peuple grec a surpassé le parti et le gouvernement.

Cela s'est vu aussi lors du référendum.

Alexis Tsipras. Pas seulement. Certains regardaient se dérouler les négociations en grognant au moment même où la majorité du peuple grec voulait renforcer cet effort de la négociation. La négociation est une chose, la lutte quotidienne en est une autre. Les combats sociaux sont indispensables pour créer de nouveaux cadres, dépasser les cadres institutionnels en place, créer les structures et les infrastructures facilitant la confrontation avec l'ordre établi, tout en soutenant les populations qui souffrent des politiques actuelles.

Une grande partie de la population voit toujours d'un œil positif la trajectoire du gouvernement mais il y a aussi ceux qui se sont battus, dans la rue, dans les quartiers, qui se sentent contraints par les évolutions récentes. Qu'en est-il aujourd'hui du mandat populaire donné à Syriza ? Les memoranda n'ont pas été déchirés. L'accord est particulièrement dur. Vous-même, le gouvernement, le parti, avez posé la dette comme étant notre problème principal. Le sujet est enfin en discussion. Mais sur le reste, l'addition finale ?

Alexis Tsipras. Tout d'abord le mandat que nous avons reçu du peuple grec était de faire tout ce qui était possible afin de créer les conditions, même si cela nous coûte politiquement, pour que le peuple grec cesse d'être saigné.

Pour que s'arrête la catastrophe...

Alexis Tsipras. C'est le mandat que nous avons reçu, il nous a guidés dans la négociation...

Vous aviez dit que les memoranda seraient supprimés avec une seule loi.

Alexis Tsipras. Ne vous référez pas à l'un de mes discours de 2012. Avant les élections je n'ai pas dit que les memoranda pouvaient être supprimés avec une seule loi. Et personne ne disait cela. Nous n'avons jamais promis au peuple grec une ballade de santé. C'est pour cela que le peuple grec a conscience et connaissance des difficultés que nous avons rencontrées, auxquelles lui-même fait face, avec beaucoup de sang-froid. Laissons de côté ce cadre d'approche populiste « Vous avez-dit que vous déchiriez les memoranda ». Nous n'avons pas dit que nous déchirerions les memoranda avec une loi. Nous avons dit que nous mènerions le combat pour sortir de ce cadre étouffant dans lequel le pays a été conduit à cause de décisions politiques prises avant 2008 générant les déficits et les dettes, et après 2008, nous liant les mains.

Vous aviez bien dit que vous arrêteriez la catastrophe.

Alexis Tsipras. Je reviendrai sur la catastrophe. Mais nous n'avons pas promis au peuple grec que tout serait facile et que tout serait réglé en un jour. Nous avions un programme et nous avons demandé au peuple de nous soutenir afin de négocier dans des conditions difficiles pour pouvoir le réaliser. Nous avons négocié durement, dans des conditions d'asphyxie financières jamais vues auparavant. Pendant six mois nous avons négocié et en même temps réalisé une grande partie de notre programme électoral. Pendant six mois, avec l'angoisse constante de savoir si à la fin du mois nous pourrions payer les salaires et les retraites, faire face à nos obligations à l'intérieur du pays, envers ceux qui travaillent. C'était cela notre angoisse constante. Et dans ce cadre nous avons réussi à voter une loi sur la crise humanitaire. 200 millions, c'est ce qu'on a pu dégager. Des milliers de nos concitoyens, en ce moment, bénéficient de cette loi. Nous avons réussi à réparer de grandes injustices, comme celles faites aux femmes de ménage du ministère des finances, aux gardiens

d'écoles, aux employés de la radiotélévision publique ERT, qui a rouvert. Nous avons voté de manière unilatérale, contre les institutions et la troïka, une loi instaurant la facilité de paiement en 100 fois, qui a permis à des centaines de contribuables, d'entrepreneurs, de s'acquitter de leurs dettes envers l'Etat, et de se débarrasser ainsi d'un poids. Nous avons voté une loi sur la citoyenneté, nous portons un projet de loi sur les prisons... Sans essayer d'enjoliver pour autant, n'assombrissons pas tout. Si quelqu'un a le sentiment que la lutte des classes est une évolution linéaire et se remporte en une élection et que ce n'est pas un combat constant, qu'on soit au gouvernement ou dans l'opposition, qu'il vienne nous l'expliquer et qu'il nous donne des exemples. Nous sommes devant l'expérience inédite d'un gouvernement de gauche radicale dans les conditions de cette Europe, de l'Europe néo-libérale, un peu comme un cheveu sur la soupe. Mais nous avons aussi, à gauche, d'autres expériences de gouvernement et nous savons que gagner les élections ne signifie pas, du jour au lendemain, disposer des leviers du pouvoir. C'est un combat constant. Mener le combat au niveau gouvernemental ne suffit pas. Il faut le mener, aussi, sur le terrain social.

Pourquoi avez-vous pris cette décision de convoquer un référendum ? En quoi cela vous a-t-il aidé ? En quoi cela a-t-il aidé le gouvernement et le pays ?

Alexis Tsipras. Je n'avais pas d'autre choix.

Pourquoi vous n'aviez pas d'autre choix ?

Alexis Tsipras. Il faut garder en tête ce que j'avais avec le gouvernement grec entre les mains le 25 juin, quel accord on me proposait. Je dois admettre que c'était un choix à haut risque. La volonté du gouvernement grec n'était pas seulement contraire aux crédateurs, elle se heurtait au système financier international, au système politique et médiatique grec. Ils étaient tous contre nous. La probabilité que nous perdions le référendum était d'autant plus élevée que nos partenaires européens ont poussé cette logique jusqu'au bout en décidant de fermer les banques. Lorsque nous avons pris la décision du référendum ceci n'était pas en jeu, loin de là. C'était donc un choix à haut risque mais c'était pour nous la seule voie, puisqu'ils nous proposaient un accord avec des mesures très difficiles, un peu comme celles que nous avons dans l'accord actuel, voire légèrement pires, mais dans tous les cas des mesures difficiles et, à mon avis, inefficaces. En même temps ils n'offraient aucune possibilité de survie. Car pour ces mesures ils offraient 10,6 milliards sur cinq mois. La principale position de nos partenaires lors des Sommets et des réunions de l'Eurogroupe était que la Grèce devait compléter ses obligations et ses engagements, avec une cinquième évaluation du programme précédent, ce que [le précédent Premier ministre] Samaras avait laissé à moitié fait. Ces engagements sont en fait les mêmes engagements que nous avons maintenant, c'est la cinquième évaluation que nous complétons dans un programme plus étendu, ce sont exactement les mêmes mesures. Ils voulaient que la Grèce, donc, prenne, une fois ses engagements tenus, ce qui restait du programme précédent en termes de financements. C'est à dire à peu près 10 milliards d'euros – 7 existants et 3,6 du FMI – et 2 milliards d'augmentation des bons du Trésor grec que la BCE, juste après notre élection, a mis comme limite – extrêmement basse – pour ne laisser aucune marge de respiration pour l'économie grecque. Essentiellement ils nous donnaient à peu près 12,6 milliards pour cinq mois d'extension, durant lesquels nous devions être soumis à quatre « revues » successives. Nous aurions dû appliquer le programme en cinq mois, au lieu de trois ans désormais, et l'argent que nous aurions obtenu aurait été issu des restes du programme précédent, sans un euro en plus, parce que telle était l'exigence des Néerlandais, des Finlandais, des Allemands. Le problème politique principal des gouvernements du Nord était qu'ils ne voulaient absolument pas devoir aller devant leurs Parlements pour donner ne serait-ce qu'un euro d'argent « frais » à la Grèce, car ils s'étaient eux-mêmes enfermés dans un climat populiste selon lequel leurs peuples payaient pour ces paresseux de Grecs. Un climat qu'ils ont eux-mêmes fabriqué. Tout ceci est bien sûr faux, puisqu'ils paient les banques et les prêts des banques, pas les Grecs.

La droite grecque reprend ce discours...

Alexis Tsipras. Qu'a apporté la position forte tenue contre vents et marées par le peuple grec au référendum ? Elle a réussi à internationaliser le problème, à le faire sortir des frontières, à dévoiler le dur visage des partenaires et crédateurs. Elle a réussi à donner à l'opinion internationale l'image, non pas d'un peuple de fainéants, mais d'un peuple qui résiste et qui demande justice et perspective. Nous avons testé les limites de résistance de la zone euro. Nous avons fait bouger les rapports de forces. La France, l'Italie, les pays du Nord avaient tous des positions très différentes. Le résultat, bien sûr, est très difficile mais d'un autre côté la zone euro est arrivée aux limites de sa résistance et de sa cohésion. Le chemin de la zone euro et de l'Europe au lendemain de cet accord sera différent. Les six mois prochains seront critiques et les rapports de forces qui vont se construire durant cette période seront tout aussi cruciaux. En ce moment le destin et la stratégie de la zone euro sont remis en question. Il y a plusieurs versions. Ceux qui disaient « pas un euro d'argent frais » ont finalement décidé non pas seulement un euro mais 83 milliards. Donc de 13 milliards sur cinq mois on est passé à 83 milliards sur trois ans, en plus du point crucial qu'est l'engagement sur la dépréciation de la dette, à discuter en novembre. C'est un point-clé pour que la Grèce puisse, ou non, entrer dans une trajectoire de sortie de la crise. Il faut cesser avec les contes de Messieurs Samaras et Venizelos, qui prétendaient sortir des mémoranda. La réalité est que ce conte avait un loup, ce loup c'est la dette. Avec une dette à 180-200% du PIB, on ne peut pas retourner sur les marchés. On ne peut pas avoir une économie stable. Le seul chemin que nous pouvons suivre est celui de la dépréciation, de l'annulation, de l'allègement de la dette. La condition pour que le pays puisse retrouver une marge financière, c'est qu'il ne soit plus obligé de dégager des excédents budgétaires monstrueux, destinés au remboursement d'une dette impossible à rembourser.

Le non au référendum était un non à la proposition de la troïka, donc un non à l'austérité...

Alexis Tsipras. Il y avait deux parties dans la question posée au référendum. Il y avait la partie A, qui concernait les mesures pré-requises, et la partie B, qui concernait le calendrier de financement. Si nous voulons être tout à fait honnêtes et ne pas enjoliver les choses, par rapport à la partie A, l'accord qui a suivi le référendum est similaire à ce que le peuple grec a rejeté. Avec des mesures en partie améliorées, en partie plus difficiles, par exemple ce qui a été rajouté au dernier moment sur le Fonds de remboursement de la dette pour les 30 prochaines années. Sur d'autres mesures c'est un accord amélioré, il n'y a plus de suppression de l'EKAS [prime de solidarité pour les petites retraites, NDLR], la proposition Junker parlait de supprimer l'EKAS, d'augmenter à 23% de la TVA sur l'électricité. En ce qui concerne la partie B par contre, et là nous devons être tout à fait honnêtes, c'est le jour et la nuit. Nous avons cinq mois, 10 milliards, cinq « revues ». Nous avons 83 milliards – c'est à dire une couverture totale des besoins financiers sur le moyen terme (2015-2018), dont 47 milliards pour les paiements externes, 4,5 milliards pour les arriérés du secteur public et 20 milliards pour la recapitalisation des banques et, enfin, l'engagement crucial sur la question de la dette. Il y a donc un recul sur la partie A, de la part du gouvernement grec, mais sur la partie B il y a une amélioration : le référendum a joué son rôle. Le mercredi soir précédent le référendum, certains avaient créé les conditions d'un coup d'État dans le pays, en proclamant qu'il fallait envahir Maximou [le Matignon grec, NDLR], que le gouvernement emmenait le pays vers une terrible catastrophe économique, en parlant de files d'attente devant les banques. Je dois dire que le peuple grec a su garder son sang-froid, au point que les télévisions avaient du mal à trouver du monde pour se plaindre de la situation, ce sang-froid était incroyable. Ce soir-là je me suis adressé au peuple grec et j'ai dit la vérité. Je n'ai pas dit : « Je fais un référendum pour vous sortir de l'euro ». J'ai dit : « Je fais un référendum pour gagner une dynamique de négociation ». Le

« non » au mauvais accord n'était pas un « non » à l'euro, un « oui » à la drachme. Appelons un chat un chat. On peut m'accuser d'avoir eu de mauvaises estimations, de mauvais calculs, des illusions, mais à chaque moment, à chaque avancée, et je pense personne d'autre ne l'avait fait auparavant, j'ai dit les choses clairement, j'ai informé deux fois le Parlement, c'était un processus ouvert. Il n'y avait pas dans cette négociation de cartes cachées, tout était ouvert. À chaque avancée j'informais le peuple grec, je disais les difficultés, mes intentions, ce que je préparais, même au moment crucial du référendum, j'ai dit précisément ce que je comptais faire, j'ai dit la vérité au peuple grec.

Avec dans vos mains, aux heures de la négociation, les 61,2% que vous a donné le peuple grec, quel aurait été l'accord qui vous aurait satisfait lors de votre retour de Bruxelles ?

Alexis Tsipras. Le référendum a été décidé le jour de l'ultimatum, le 25 juin, vendredi matin, lors d'une réunion que nous avons tenue à Bruxelles, avec, devant nous, la perspective d'une humiliation sans sortie possible. C'était, pour eux, à prendre ou à laisser. « The game is over », répétait le président du Conseil européen, Donald Tusk. Ils ne s'en cachaient pas, ils voulaient des changements politiques en Grèce. Nous n'avions pas d'autre choix, nous avons choisi la voie démocratique, nous avons donné la parole au peuple. Le soir même en rentrant d'Athènes, j'ai réuni le Conseil gouvernemental où nous avons pris la décision. J'ai interrompu la séance pour communiquer avec Angela Merkel et François Hollande. Je leur ai fait part de ma décision, le matin même je leur avais expliqué que ce qu'ils proposaient n'était pas une solution honnête. Ils m'ont demandé ce que j'allais conseiller au peuple grec et je leur ai répondu que je conseillerais le « non », pas dans le sens d'une confrontation, mais comme un choix de renforcement de la position de négociation grecque. Et je leur ai demandé de m'aider à mener à bien ce processus, calmement, de m'aider afin que soit accordé par l'Eurogroupe, qui devait se réunir 48 heures plus tard, une extension d'une semaine du programme afin que le référendum ait lieu dans des conditions de sécurité et non pas dans des conditions d'asphyxie, avec les banques fermées. Ils m'ont tous les deux assuré à ce moment-là, qu'ils feraient tout leur possible dans cette direction. Seule la chancelière m'a prévenu qu'elle s'exprimerait publiquement sur le référendum, en présentant son enjeu comme celui du maintien ou non dans l'euro. Je lui ai répondu que j'étais en absolu désaccord, que la question n'était pas euro ou drachme, mais qu'elle était libre de dire ce voulait. Là, la conversation s'est arrêtée. Cette promesse n'a pas été tenue. Quarante-huit heures plus tard l'Eurogroupe a pris une décision très différente. Cette décision a été prise au moment où le Parlement grec votait le référendum. La décision de l'Eurogroupe a mené en vingt-quatre heures à la décision de la BCE de ne pas augmenter le plafond ELA [mécanisme de liquidités d'urgence dont dépendent les banques grecques, NDLR] ce qui nous a obligés à instaurer un contrôle de capitaux pour éviter l'effondrement du système bancaire. La décision de fermer les banques, était, je le pense, une décision revancharde, contre le choix d'un gouvernement de s'en remettre au peuple.

Est-ce que le « non » au référendum reste, pour vous, une carte à jouer ?

Alexis Tsipras. Cela ne fait aucun doute. C'est une carte très importante. Le référendum a fait de la Grèce, de son peuple et de son choix démocratique le centre du monde. C'était un référendum contre vents et marées. Tous nos partenaires, nos créanciers et la classe dirigeante internationale affirmaient que la question était euro ou drachme. Mais la question formulée par le gouvernement grec souverain, c'était la question inscrite sur le bulletin de vote.

Vous attendiez-vous à ce résultat ?

Alexis Tsipras. J'avoue que jusqu'au mercredi [précédent le scrutin, NDLR] j'avais l'impression que ce serait un combat indécis. À partir du jeudi, j'ai commencé à réaliser que le « non » allait l'emporter et le vendredi j'en étais convaincu. Dans cette

victoire, la promesse que j'ai faite au peuple grec de ne pas jouer à pile ou face la catastrophe humanitaire a pesé. Je ne jouais pas à pile ou face la survie du pays et des couches populaires. À Bruxelles, par la suite, sont tombés sur la table plusieurs scénarios terrifiants. Je savais durant les dix-sept heures où j'ai mené ce combat, seul, dans des conditions difficiles, que si je faisais ce que me dictait mon cœur – me lever, taper du poing et partir – le jour même, les succursales des banques grecques à l'étranger allaient s'effondrer, nous parlons là d'actifs valant 7 milliards d'euros, plus de 405 établissements, environ 40 000 emplois. En quarante-huit heures, les liquidités qui permettaient le retrait de 60 euros par jour se seraient asséchées et pire, la BCE aurait décidé d'une décote des collatéraux des banques grecques, voire auraient exigé des remboursements qui auraient conduit à l'effondrement de l'ensemble des banques. Il n'était pas donc pas question de décote, seulement. C'était bien la menace d'effondrement. Or un effondrement se serait traduit non pas par une décote des épargnes mais par leur disparition. Malgré tout j'ai mené ce combat en essayant de concilier logique et volonté – et je dois dire que moi-même et nos partenaires européens avons pris quelques coups durant ces dix-sept heures. Je savais que si je partais j'aurais probablement dû revenir, dans des conditions plus défavorables encore. J'étais devant un dilemme. L'opinion publique mondiale clamait « #ThisIsACoup », au point que c'est devenu cette nuit-là sur Twitter le premier hashtag au niveau mondial. D'un côté il y avait la logique, de l'autre la sensibilité politique. Après réflexion, je reste convaincu que le choix le plus juste était de faire prévaloir la protection des couches populaires. Dans le cas contraire, de dures représailles auraient pu détruire le pays. J'ai fait un choix de responsabilité.

Vous ne croyez pas à cet accord et pourtant vous avez appelé les députés à le voter. Qu'avez-vous en tête ?

Alexis Tsipras. Je considère, et je l'ai dit au Parlement, que c'est une victoire à la Pyrrhus de nos partenaires européens et de nos créanciers, en même temps qu'une grande victoire morale pour la Grèce et son gouvernement de gauche. C'est un compromis douloureux, sur le terrain économique comme sur le plan politique. Vous savez, le compromis est un élément de la réalité politique et un élément de la tactique révolutionnaire. Lénine est le premier à parler de compromis dans son livre *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* et il y consacre plusieurs pages pour expliquer que les compromis font partie des tactiques révolutionnaires. Il prend dans un passage l'exemple d'un bandit pointant sur vous son arme en vous demandant soit votre argent, soit votre vie. Qu'est censé faire un révolutionnaire ? Lui donner sa vie ? Non, il doit lui donner l'argent, afin de revendiquer le droit de vivre et de continuer la lutte. Nous nous sommes retrouvés devant un dilemme coercitif. Ce chantage est cynisme : soit le compromis – dur et douloureux – soit la catastrophe économique – gérable pour l'Europe, pas au niveau politique, mais économiquement parlant – qui pour la Grèce et la gauche grecque aurait été insurmontable. Aujourd'hui les partis de l'opposition et les médias du système font un boucan impressionnant, allant jusqu'à demander des procédures pénales contre Yanis Varoufakis, pour savoir si oui ou non il avait un plan de crise. Imaginez ce qui se passerait dans ce pays s'il y avait eu une telle catastrophe économique. Nous sommes tout à fait conscients que nous menons un combat, en mettant en jeu notre tête, à un niveau politique. Mais nous menons ce combat en ayant à nos côtés la grande majorité du peuple grec. C'est ce qui nous donne de la force.

Toute cette procédure de négociation pour en arriver là... Cela en valait-il le coût, politiquement parlant ? Au point où nous en sommes, avec les banques fermées, les dommages causés à une économie grecque déjà affaiblie, cela en valait-il la peine ?

Alexis Tsipras. Je ne regrette pas un seul de ces moments, je ne regrette rien de tout ce qui s'est passé ces cinq mois. Cela en valait la peine, et concernant l'économie, les choses sont réversibles. La Grèce est à la Une des journaux, en des termes positifs. Le drapeau grec flotte sur des manifestations à travers

les capitales d'Europe. Des milliers de personnes en Irlande, en France, en Allemagne, ont manifesté leur solidarité avec le peuple grec. Cela en valait la peine, bien sûr.

Mais la conclusion de ces négociations est considérée comme une défaite...

Alexis Tsipras. C'est considéré comme une défaite par certains esprits étroits qui pensent que la révolution aura lieu via l'invasion des Palais d'Hiver et qu'elle durera un instant.

Et si l'on regarde les sondages en Espagne pour Podemos ?

Alexis Tsipras. Ceux de Podemos ont devant eux la possibilité de revendiquer une alternative. Ils ne l'auraient pas si le 12 juillet nous avions assisté à une énorme catastrophe économique. Podemos a toutes les possibilités de gagner, ils ont trois mois devant eux pour mener le combat et la bataille électorale en Espagne en novembre fait partie du changement qui arrive en Europe. Tout comme les changements et transformations qui auront lieu dans le reste de l'Europe. Mais revenons aux dommages causés à l'économie grecque. Ils sont réversibles, à condition que l'accord soit complété. Nous ne sommes pas tous seuls : le projet de Grexit des cercles conservateurs extrémistes pour un Grexit est toujours sur la table. Il y restera jusqu'à la décision de dépréciation de la dette grecque, une décision qui doit déterminer si le FMI participera ou non au programme. Je dis que la situation est réversible. S'il n'y avait pas eu de changement politique, le pays, de toute façon, serait contraint de dégager des excédents budgétaires primaires équivalents à 3,5% en 2015 et 4,5% à partir de 2016 et par la suite. Aujourd'hui, nous avons l'obligation, d'arriver en 2018 à un excédent de 3,5%. Aujourd'hui nous pouvons n'en dégager aucun, voire être en négatif, arriver à 1% demain, à 2,5% en 2017, en fonction de la situation économique. Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Cela veut dire que le changement politique et la négociation ont sauvé l'économie grecque de mesures qui lui auraient coûté plus de 15 milliards d'euros.

Mais l'économie réelle devra fait face à la hausse de la TVA... Nous n'avons plus notre mot à dire sur le niveau de taxation de tel ou tel produit. Ils font irruption tels des gangsters dans la gestion de nos affaires internes...

Alexis Tsipras. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Les Grecs ont porté la gauche au pouvoir pour arrêter cela...

Alexis Tsipras. La gauche a fait tout ce qu'elle a pu et elle va continuer à se battre que cela s'arrête. Mais il faut que la gauche – et nous tous avec – se rende compte que nous devons nous battre dans un cadre très précis, en mesurant les alternatives qui s'offrent à nous. À ce stade en particulier les alternatives que nous avons devant nous étaient soit la faillite désordonnée soit le compromis difficile qui nous laisse la possibilité de survivre et de nous battre dans les années à venir pour « casser » cette étroite mise sous surveillance. Nous avons la possibilité de nous libérer de cette surveillance asphyxiante. Le peuple grec est comme le fugitif qui, parce qu'il a tenté de s'échapper de la prison de l'austérité, a été placé à l'isolement. Il mène un combat pour s'enfuir mais à la fin il est arrêté et jeté dans une cellule encore plus étouffante et plus étroite. Comment sortir de cette prison désormais ? Certains préconisent de se jeter dans les douves avec les crocodiles ou sur les grillages électriques. Non, ce n'est pas une façon de s'échapper : c'est une façon de se suicider. Aujourd'hui pour quitter cet isolement il faut susciter une immense vague de solidarité internationale pour aider le peuple grec à se libérer du joug de l'austérité. C'est seulement ainsi que nous nous libérerons.

Peut-on encore entrevoir une solution au sein de cette Union Européenne, dans le cadre de cette zone euro ? C'est un peu une alliance de loups...

Alexis Tsipras. Nous vivons dans le cadre d'une économie mondialisée. Regardez les pays voisins, en dehors de l'UE, de la zone euro : la Serbie, l'Albanie. Vous avez l'impression que là-bas

il n'y a pas d'austérité ? Que les conditions de survie n'y sont pas difficiles ? Que ces pays ne sont pas contraints d'importer les produits de base ? Tout d'un coup, le pays deviendrait autonome et pourrait couvrir les besoins pour la survie de la population ? Nous ne pouvons pas faire ça du jour au lendemain. Nous sommes donc obligés de voir la réalité en face. Et de voir, dans le cadre de cette réalité, si la lutte des classes existe seulement au niveau des négociations ou aussi au sein du pays. Existe-il, pour un gouvernement de gauche, des possibilités d'ouvrir un espace, de créer des respirations de solidarité et de redistribution ? La différence entre une politique progressiste et une politique conservatrice, au sein de l'étroit cadre européen est-elle possible ? Nous devrions répondre collectivement à ces questions. Cet accord a été un choc pour le peuple et pour la gauche. Certains en concluent que dans ce contexte un gouvernement de gauche n'a pas de raison d'être. Je suis prêt à débattre de ce point de vue. Cela équivaut à dire au peuple grec : « Nous nous sommes trompés en disant que nous pouvions mettre fin à ce mémorandum, demandons au système politique déchu qui nous a mené jusqu'ici de gérer cela. Choisissez plutôt ce système qui toutes ces dernières années ne négociait pas mais complétait avec la troïka afin de vous imposer ces mesures. » Le peuple grec nous répondrait qu'il n'en veut pas, qu'il attend de nous que nous assumions nos responsabilités. Si nous devons renoncer parce que les conditions trop difficiles, comment cela se traduirait-il en pratique ? Nous ne nous présenterions pas aux prochaines élections pour ne pas courir le risque d'être élus, comme l'a fait le KKE en 1946. Voyons maintenant les choses différemment. Supposons que nous en arrivions à la conclusion théorique que nous autres les « sages » de la gauche, façonnions mieux les conditions objectives en étant dans l'opposition. Si nous avouons au peuple, les yeux dans les yeux, que nous ne pouvons pas gérer les choses, en étant au gouvernement, comment pourrait-il nous faire confiance pour le faire dans l'opposition ? Dans l'opposition, nous aurions dix fois moins de pouvoir. Si elle suit cette logique, la gauche en arrivera à clore volontairement une opportunité historique de mener le combat pour changer les choses – tant qu'elle le peut – depuis une position de responsabilités. Au fond, ce serait céder à la peur des responsabilités.

Ne sommes-nous pas dans une position surréaliste, avec des travailleurs appelés à se battre contre une politique que la gauche est supposée mettre en œuvre ? C'est une folie !

Alexis Tsipras. La grande différence, l'énorme différence, et c'est là où se concentrent leurs attaques, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement, c'est que nous, nous ne revendiquons pas la propriété de ce programme. Quand l'opinion publique européenne et mondiale a vu de quelle façon le gouvernement grec et moi-même avons été contraints à ce compromis, personne ne peut prétendre que la propriété de ce programme nous revient. Ici permettez-moi de répéter la citation de Jürgen Habermas qui a dit, je le cite mot à mot : « J'ai peur que le gouvernement allemand, y compris sa frange social-démocrate, ait dilapidé en l'espace d'une nuit tout le capital politique qu'une Allemagne meilleure avait accumulé depuis un demi-siècle ». Voici quelle défaite politique ont subi nos partenaires européens. Ici s'ouvre devant nous un espace, très important, de transformations en Europe. Doit-on l'abandonner, nous qui en sommes les protagonistes, nous qui avons suscité ces fissures ? Enfin, un gouvernement de gauche obligé de mettre en œuvre ce programme va rechercher en même temps les moyens d'équilibrer les conséquences négatives, tout en restant dans les combats sociaux, parmi les travailleurs qui se battent.

Mais ils vous couperont l'herbe sous le pied ! Pourquoi vous laisseraient-ils compenser les effets de ces mesures ?

Alexis Tsipras. Vous pensez que la négociation s'est arrêtée le 12 juillet ? C'est un combat constant. Tant que nous façonnerons les conditions pour des rapports de force plus propices au niveau européen, ce combat penchera en notre faveur. Il ne faut pas abandonner le combat.

Il y déjà des rumeurs sur de nouvelles mesures, sur de nouveaux paquets de mesures.

Alexis Tsipras. J'ai bien peur que ces rumeurs ne naissent ici, avant de se propager à l'étranger pour ensuite revenir ici.

Cela fait partie du jeu. Mais vous les avez bien entendues vous aussi. Des rumeurs de prêt-pont.

Alexis Tsipras. Je connais le cadre de l'accord que nous avons signé le 12 juillet au Sommet de la zone euro. Ces obligations fondamentales, indépendamment du fait que nous soyons ou non d'accord avec elles, nous les mettrons en œuvre. Pas une de plus, pas une de moins.

Un auditeur nous dit : « J'ai trois enfants, ils sont au chômage, je travaille à temps partiel, je dois m'acquitter d'une taxe immobilière de 751€, je veux les soutenir mais je n'ai rien ! »

Alexis Tsipras. C'est la réalité de la société grecque aujourd'hui. Un rapport de l'Institut du travail de la Confédération syndicale des salariés du privé évalue à 4 sur 10 le nombre de personnes en situation de pauvreté. Nous devons affronter cette réalité que nous devons affronter. Si nous abandonnons le combat, ces 4 pauvres sur 10 vont-ils cesser d'être pauvres? Le seul choix, c'est de rester, d'organiser un mouvement de solidarité et en même temps de nous battre pour des mesures qui contrebalancent les conséquences néfastes des obligations imposées par les recettes néolibérales de l'austérité. Dans le cadre d'un projet que nous allons devoir établir au plus vite, nous allons nous reconstituer pour contre attaquer. Ce projet sera un projet de gauche, il ne peut venir ni de la droite ni de la social-démocratie. Le projet de la droite et de la social-démocratie c'est de dire que s'il n'y avait pas de mémorandum, il faudrait l'inventer ! Nous, nous affirmons que le mémorandum est une mauvaise recette. Les alliances en face étaient trop fortes et nous avons été obligés de l'accepter. Mais nous livrons un combat pour en retourner les termes, pour nous en désengager petit à petit. J'entends dire que c'est le pire mémorandum de tous ceux que nous avons eus. C'est le plus douloureux parce qu'il arrive dans le cadre d'un compromis douloureux. Je suis d'accord là-dessus. Mais les deux précédents mémoranda se sont traduits par 16% d'ajustement budgétaire sur quatre ans. Ils comportaient des licenciements collectifs - des licenciements de fonctionnaires, ici nous n'avons pas de licenciements de fonctionnaires, mais nous avons eu des réembauches de gens injustement traités. En même temps, nous avons la poursuite de l'austérité de manière directe avec l'augmentation de la TVA, dans la restauration par exemple, c'est une mesure qui ne va rien donner à notre avis et c'est un des grands problèmes, mais nous n'avons pas de baisse nominale des retraites et des salaires !

Mais nous avons des baisses indirectes !

Alexis Tsipras. Dites-moi donc où sont ces baisses ?

L'augmentation de la TVA se traduira par une perte de pouvoir d'achat.

Alexis Tsipras. Je l'ai dit ça, sur la TVA, je ne vais pas me répéter. Mais est-ce la même chose que d'avoir des baisses de salaires ou de retraite de 40% comme avec les deux précédents mémoranda ? 40% de baisse nominale sur les retraites, est-ce la même chose que la TVA à 23% sur la restauration ? Cela justifie-t-il que l'on juge ce mémorandum pire que les deux précédents ?

C'est une autre logique...

Alexis Tsipras. Non nous ne sommes pas dans des logiques différentes ! Nous sommes tous déçus, nous sommes tous amers, mais de là à se charger d'un poids supplémentaire, s'auto-fustiger, parce que la gauche s'est habituée à un discours de la faute ces quarante dernières années, et ne pas reconnaître que nous avons réussi quelque chose et que nous allons continuer...

Vous n'avez pas décrit l'accord qui vous aurait fait dire : « c'est un bon accord », après le référendum.

Alexis Tsipras. Oui. Après le référendum un bon accord aurait été celui qui nous aurait donné la possibilité d'assurer nos

obligations budgétaires à moyen terme, celles que nous avons assurées désormais, en plus de l'engagement sur la dette. Mais avec un cadre de compromis honnête. D'accord, acceptons les règles de la zone euro, acceptons d'entrer dans une logique de budgets équilibrés et d'excédents budgétaires - mais modérés, pour qu'ils soient viables, ces excédents. Des excédents de 1 ou 2% pour éviter des mesures qui sont, de l'avis des meilleurs économistes de la planète, contre-productives. Par exemple je considère que l'augmentation de la TVA est une erreur. Parce que le pays a besoin d'une amélioration de l'encaissement des impôts et de la TVA. Cela implique de renforcer les mécanismes de contrôle, dans les îles où il y a actuellement énormément de fraude et d'évitement fiscal ; de convaincre les citoyens de prendre part en demandant des factures, pour améliorer l'encaissement. Si on augmente l'encaissement de 3%, on encaissera d'avantage que ce qui est prévu avec l'augmentation de 10% de la TVA dans la restauration. Je dis des choses logiques, il n'y a là rien d'incroyable. De même je considérerais comme logique de ne pas imposer une pression fiscale supplémentaire sur des secteurs touchés par la crise, comme l'agriculture. Là nous devons trouver des mesures qui compensent cette pression fiscale supplémentaire.

Mais qui sont vraiment les agriculteurs ? Ils ne sont pas tous les mêmes. La Grèce compte-elle 800.000 agriculteurs ? On ne peut pas caresser certaines catégories dans le sens du poil...

Alexis Tsipras. Certaines catégories sociales sont habituées à ne pas faire face à leurs obligations et à revendiquer sans critères de justice. Nous devons nous attaquer à tout cela. D'autre part, nous devons comprendre que ces changements ne peuvent pas intervenir dans un contexte de conflit social, mais seulement dans un contexte de cohésion sociale. Mais là vous m'offrez l'occasion de prendre position sur les nombreux choix qui peuvent se faire, dans une perspective progressiste, même dans le cadre d'un ajustement budgétaire difficile imposé de l'étranger. Prenons les exemples de la fraude fiscale, de la corruption. La gauche sera jugée sur sa capacité à les affronter. Peut-on suivre un programme politique de gauche, une politique socialement juste sans contrôle de ceux qui fraudent depuis des années, envoient de l'argent à l'étranger, au vu et au su de tous, tout en restant hors d'atteinte ? Nous serons jugés là-dessus.

Qui peut arrêter ceux-là ? Est-ce si difficile, pour l'administration, de repérer les comptes depuis lesquels l'argent est transféré à l'étranger ?

Alexis Tsipras. Cela demande du temps et de la méthode. Je dois avouer que ces derniers six mois, notre attention a été accaparée par les confrontations liées à la négociation. Mais il n'y a pas que la négociation ! Si l'on considère que les étrangers sont responsables de tout ce qui ne marche pas dans le pays, on déroule le tapis rouge à la bourgeoisie et à l'oligarchie locale qui ont mené le pays à la catastrophe. Nous devons nous occuper de l'oligarchie intérieure, cela implique de réorienter notre projet, notre plan de bataille, de confrontation et de conflit, contre l'oligarchie qui a conduit le pays à la destruction et qui continue à contrôler des centres de pouvoir. Certains diront : mais là aussi vous allez vous retrouver avec la Troïka comme adversaire ! Oui. Mais alors chacun devra prendre ses responsabilités publiquement. C'est une chose que la Troïka dise : « Je ne veux pas que vous ayez des déficits » - même si on n'est pas d'accord avec sa politique - et c'en est une autre qu'elle dise : « Je ne veux pas que les riches de votre pays soient mis à contribution et je veux que les pauvres paient toute l'addition ». La Troïka prendra publiquement ses responsabilités, elle devra rendre des comptes devant l'opinion internationale parce qu'en ce moment tous nous regardent, l'Europe et le monde entier. Je suis allé au Parlement européen, il y avait une immense dichotomie : la moitié de notre côté et l'autre moitié avec ceux d'en face. Tout le monde regarde vers la Grèce ! Il faut donc que nous prenions des initiatives, dans le sens de grands changements, des réformes au contenu progressiste, qui vont changer le système politique, combattre la corruption, la fraude fiscale, les pratiques de l'oligarchie. Voilà les

but que doit se donner une politique progressiste et radicale pour notre pays.

Des combats n'ont pas été menés par le gouvernement de gauche. Par exemple, sur les mines d'or de Skourières où les citoyens se sont dressés contre la compagnie Ellinikos Chrysos. Le gouvernement de droite a poursuivi et réprimé ces citoyens. La Compagnie Ellinikos Chrysos fonctionne encore.

Alexis Tsipras. À Skourières ce que je sais c'est que l'entreprise se plaint, elle réclame une décision car elle n'a pas encore reçu d'autorisation pour continuer l'extraction et la séparation de l'or sur place. Ce combat continue. Pas seulement contre les grands intérêts. C'est aussi un combat qui se livre sur place contre des intérêts locaux. Il faut trouver un modus vivendi parce que de l'autre côté, ils avancent l'argument de l'emploi.

Mais nous sommes d'un côté, pas de l'autre !

Alexis Tsipras. Nous sommes un gouvernement, nous avons des responsabilités, nous ne pouvons pas mettre 5000 salariés au chômage. Il faut trouver une solution. Ce dossier était géré par Panayotis Lafazanis en tant que ministre [de l'Énergie et de la Reconstruction productive, qui a quitté le gouvernement le 18 juillet, NDLR]. Il est aujourd'hui repris par Panos Skourletis. Ce n'est pas encore réglé mais je suis certain que la solution prendra en compte à la fois la cohésion, la justice sociale et le bon droit du combat citoyen.

Quels citoyens ? Ceux qui se battent contre cet « investissement » ou ceux qui réclament du travail ?

Alexis Tsipras. La justice sociale implique que les gens qui travaillaient ne perdent pas leur emploi. Le droit du combat citoyen, c'est celui des gens qui se battent pour l'environnement et pour leurs vies. Je suis clair là-dessus.

Concernant les médias de masse, il y a depuis des années un environnement anarchique. Le gouvernement a pris des engagements, un projet de loi a été déposé. Cela se fait-il dans un esprit de revanche ? Les nouveaux acteurs qui vont surgir dans le paysage audiovisuel seront-ils plus honnêtes ? Le gouvernement favorisera-t-il ses amis, l'entourage des ministres ?

Alexis Tsipras. Je ne pense pas qu'il y ait de place pour un sentiment de revanche dans le projet de loi. Il exprime pour la première fois la volonté de mettre de l'ordre et d'imposer des règles dans ce secteur. Lorsque quelqu'un veut utiliser un bien public, il a le devoir de payer au secteur public le loyer équivalent à l'usage de ce bien public - et il a le devoir aussi de respecter certaines règles sur la manière de gérer ce bien public. Il ne s'agit pas seulement d'imprimer un journal et de le vendre à celui qui veut bien l'acheter. Il y a usage du domaine public, donc il faut respecter quelques règles ! Pour la première fois depuis l'entrée des investisseurs privés dans le secteur audiovisuel, il va y avoir une réglementation, le cadre va être réglementé. Tous ceux qui, jusqu'ici, ne respectent pas leurs engagements envers la loi seront obligés de les respecter... Les consultations qui vont suivre le projet de loi nous permettront d'entendre les positions des uns et des autres.

Ces consultations seront-elles ouvertes à tous et sincères ?

Alexis Tsipras. Nous entendrons toutes les parties, journalistes, propriétaires de médias et nous sommes prêts à entendre tous les points de vue. Ce qui compte c'est que nous puissions dire au peuple grec - et s'il doit y avoir des améliorations, des modifications, nous sommes prêts à l'entendre, - que ce secteur va enfin être régulé et qu'il le sera dans la légalité. Aucun groupe de presse ne pourra plus dissimuler des pertes financières et en même temps bénéficier de facilités de la part du système bancaire privé en contrepartie d'un soutien à certains acteurs du système politique. Dans ce triangle de l'intrication, de la corruption, ce triangle du péché, des entreprises de presse en déficit se voyaient accorder des prêts bancaires de manière scandaleuse tandis que des entreprises

saines, dans les autres secteurs d'activité, ne pouvaient obtenir de prêts. Ce triangle scandaleux est terminé. L'information des citoyens est un bien public, elle doit être objective, se plier à des règles et le fonctionnement des entreprises de presse et des mass media doit se faire dans la transparence selon les règles applicables à toutes les entreprises du pays.

Des auditeurs nous interpellent sur les violences policières, puisque nous avons abordé le sujet des mines d'or de Skourières. C'est un gouvernement de gauche qui réprime les manifestations. Il y a eu des membres cassés, parfois.

Alexis Tsipras. Je n'en doute pas, mais la différence, c'est qu'il n'y a aucune volonté politique de couvrir, de cacher ces faits. Au contraire. Il faut faire toute la lumière sur ces violences et mettre à la disposition de la justice ceux qui provoquent ces incidents, laisser la loi faire son travail. Le rôle du policier n'est pas de tabasser ou de dissoudre la légitimité d'une manifestation publique, comme nous l'avons vécu ces dernières années. Tout de même sur ce point il y a eu des changements importants.

Nous nous étions heureux du retrait des grilles autour du Parlement. Elles sont de retour aujourd'hui.

Alexis Tsipras. Quand ça ?

Je les ai revues.

Alexis Tsipras. Vous parlez des incidents qui ont eu lieu. Des cocktails Molotov ont explosé devant les gens il a failli y avoir des blessés graves. Quinze personnes de nationalités étrangères ont été arrêtées pour cette raison. Est-ce que quelqu'un a relevé ce fait ? Entendons-nous bien : où étaient les grandes foules, les grandes passions ? Juste ces quinze étrangers ! Que voulaient-ils ? Attention ! Il ne s'agissait pas de migrants. Je ne sais pas s'il s'agissait de provocateurs liés à des services secrets étrangers. Je l'ignore, ce point reste à éclaircir. Peut-être s'agissait-il de militants solidaires. Cela ne m'intéresse pas. Mais je suis désolé : pourquoi ne relevez-vous pas aussi ces faits-là ? Certaines actions, certains mouvements, je parle objectivement, fonctionnent de façon provocatrice. Que doit faire la police, dans une démocratie, lorsqu'une pluie de cocktails Molotov s'abat aux abords d'une manifestation, menaçant de brûler vifs des manifestants ? Doit-elle laisser faire, jusqu'à ce qu'il y ait mort d'homme ?

Pourquoi vous mettez vous en colère ?

Alexis Tsipras. Parce que je suis dans un environnement familial et que j'aime me mettre en colère en terrain connu [rires].

Venons-en aux questions relatives au parti. Comment avez-vous fait pour faire des problèmes internes à Syriza des problèmes de la Grèce ? Il n'y a que Syriza pour réussir un tour pareil.

Alexis Tsipras. [Rires] Non, il n'est pas question d'en faire un problème du pays. Le pays avance dans le cadre de la Constitution, selon laquelle les décisions sont prises par les représentants du peuple au Parlement grec. Le gouvernement, le Conseil des ministres assume une responsabilité collective et le cadre dans lequel les décisions sont prises est clairement défini. À partir de là, Syriza est le parti gouvernemental, il joue un rôle important sur la scène politique et se doit, en respectant sa propre « Constitution », c'est-à-dire ses statuts, dans un cadre démocratique, de prendre des décisions. Il y a un décalage lié à la « violente maturation » de Syriza, qui est passé très vite d'un parti à 4% à un parti dans lequel une grande majorité du peuple grec place ses espoirs et ses attentes. C'est un parti de 30 000, soutenu par 3 millions de citoyens. Malgré tout, les partis doivent fonctionner dans les cadres fixés par leurs statuts. Nous devons mener la discussion, pour savoir si Syriza doit s'ouvrir, être en phase avec les angoisses, les espoirs de sa base sociale. Nous ne l'avons pas fait plus tôt, c'est une faute de notre part. Ce débat est désormais ouvert et les 30 000 membres de Syriza devront prendre des décisions.

Si Syriza s'ouvre il devra changer. Aujourd'hui, Syriza est perçu comme un parti de la gauche radicale. Doit-il le rester, devenir un grand parti progressiste ou un parti social-démocrate ?

Alexis Tsipras. Cette pensée ne traverse l'esprit de personne à Syriza. Pourquoi la posez-vous donc ici ?

Parce que c'est une crainte qui s'exprime.

Alexis Tsipras. Une crainte ou un désir ?

J'imagine que beaucoup souhaitent voir Syriza devenir un parti social-démocrate.

Alexis Tsipras. La social-démocratie à deux expressions en Grèce [Le Pasok et le Mouvement des démocrates socialistes de Georges Papandréou, NDLR], trois en comptant Dimar [Parti pro-mémorandum issu d'une scission de Syriza, NDLR], peut-être plus si d'autres partis se créent. La social-démocratie se trouve dans une impasse stratégique, pourquoi Syriza voudrait-il s'engager dans cette impasse stratégique ? Personne au sein de Syriza ne souhaite cela. Nous ne devons pas nous cacher les problèmes mais y faire face avec honnêteté. Il y a deux ans, en juillet 2013, Syriza tenait son premier congrès. Notre principal but était de créer un parti uni, un parti du futur. Il faut reconnaître que Syriza n'est pas devenu un parti uni. L'effort pour transformer une coalition en parti unitaire était honnête mais nous ne sommes pas parvenus au résultat recherché.

La responsabilité est partagée par tous...

Alexis Tsipras. Bien sûr ! Je suis le premier à l'assumer.

Syriza compte de nombreuses tendances, malgré la décision de former un parti uni.

Alexis Tsipras. C'est une réalité. Où se situent les responsabilités ? C'est une discussion. Mais regardons la réalité, demandons-nous comment résoudre ce problème. Un cadre ou un membre du parti qui n'appartient à aucune des tendances constituées n'a pas les mêmes droits que les autres. Tel que je le comprends, cette personne est exclue du processus de décision. Elle n'est même pas tenue informée. C'est dans ce sens que nous devons voir et juger les choses, calmement, à froid, en camarades. Le Secrétariat politique n'est pas le seul centre de décision, il en existe beaucoup d'autres, ces centres s'entrecroisent. Voilà la réalité que nous devons affronter. Pour certains, cette réalité peut être le modèle de fonctionnement moderne d'un parti déterminé. Je peux accepter cela aussi. Mais alors, mettons-y des conditions et des règles. Mon opinion est que cela peut fonctionner, être positif dans le cadre d'un parti pluraliste dans l'opposition. Mais quand un parti exerce le pouvoir, ce modèle n'est pas limité aux affaires internes, il est transposé au Parlement, cela ne peut pas fonctionner. Un parti ne peut pas, quand il est au gouvernement et qu'il s'appuie sur une majorité de 161 sièges, dans le cadre d'un gouvernement de coalition, fonctionner avec des centres de pouvoir parallèles. Qu'il y est une réunion du groupe parlementaire et des réunions dans des hôtels pour que certains députés décident de leur position, cela ne peut pas fonctionner. Je ne dis pas que c'est bien ou mal. Je dis simplement que ça ne peut pas être efficace. On ne peut pas avoir une majorité gouvernementale à la carte. Un coup avec ceux-là, un coup avec les autres. Je ne suis pas partisan du centralisme démocratique, et vous le savez. Je ne peux accepter que le pluralisme pour un parti...

Là-dessus nous sommes en désaccord.

Alexis Tsipras. Oui, vous vous êtes de l'ancienne école, je le sais. Je ne suis pas pour le centralisme démocratique ni même pour la fermeture de nos réunions. Je suis pour la transparence, pour que tous les points de vue puissent s'exprimer, être pris en compte et que nos décisions soient prises de façon démocratique. Mais lorsqu'on prend la décision de gouverner un pays, il faut le gouverner. Ce n'est pas une question d'ordre moral, ni de conscience, c'est une question d'efficacité élémentaire. Si la décision collective d'un parti est de gouverner, il faut que les décisions collectives soient respectées et soutenues par tous les

députés sinon, comme le disent les statuts du groupe parlementaire, les députés qui s'y opposent doivent rendre leur siège pour le laisser au suivant. Ce n'est pas possible autrement.

Avez-vous demandé à des députés de rendre leurs sièges ?

Alexis Tsipras. Non, je ne l'ai pas fait. Ce sont des questions qui relèvent du groupe parlementaire. Mais je ne veux pas sous-estimer le problème capital posé par un désaccord stratégique que je respecte. Lorsqu'un parti n'est pas uni mais pluriel, des limites se posent quand ce parti se trouve en situation de gouverner. On ne peut pas transposer son multi-centrisme au sein du gouvernement et de la majorité parlementaire. Il y a des différences de stratégie, cela ne fait pas de doute. Je les respecte, je respecte l'opinion opposée, je ne fonctionne pas avec une culture du chef, une culture qui proclame que l'autre point de vue doit être noyé, c'est pour cela que je n'ai pas demandé, de sanctions, ce que prévoient les statuts du groupe parlementaire, concernant les votes négatifs. Ce que je demande c'est que nous allions vers un processus collectif où le parti prendra des décisions. Une fois qu'elles seront prises, que l'on s'entende, que l'on fonctionne et que l'on avance. On ne pas dire « Je vote contre les propositions du gouvernement mais je soutiens le gouvernement ». Pour moi c'est trop surréaliste. Comme je vous l'ai dit je respecte la différence d'opinion, je suis le premier à demander des procédures collectives. Mais je ne peux pas nier le fait que j'ai été surpris, même à titre personnel, de la position de certains camarades. Certains disent qu'il ne faut pas montrer ses sentiments en politique, je ne fais pas partie de ces gens-là, je considère que les sentiments font partie de la politique et que personne ne peut les cacher. Avec beaucoup de ces camarades nous menions des combats et nous étions à la même table avec la même angoisse il y a quelques jours. Avec l'angoisse commune que l'effondrement du système bancaire signerait notre destruction politique et morale face au mouvement populaire, aux travailleurs et à l'histoire de la gauche. Nous ressentions la même angoisse dans le combat, dans la recherche de solutions. Nous nous sommes battus pour le référendum et nous connaissions l'alternative posée devant nous. Ces mêmes personnes, après le rude combat que j'ai mené pendant dix-sept heures, avec cette alternative à ma disposition, ont considéré opportun de dire le lendemain : « Bien, maintenant que tu t'es assuré que les banques ne fermeront pas et que notre destruction ne viendra pas, nous te laissons la responsabilité de cet accord et nous gardons les lauriers de la pureté idéologique ». Je ne fais pas allusion à la position politique, je le répète, je respecte les différences de stratégie, l'avis selon lequel la gauche ne peut pas gouverner le pays sous de telles conditions. Cela, je le respecte. Je ne parle ni d'opinion ni de stratégie mais des limites de nos valeurs collectives, du cadre moral dans lequel se définit la solidarité au sein d'un parti, au sein d'un gouvernement et au sein d'un groupe parlementaire. Ceux qui, la veille, partageaient mon angoisse m'ont dit, le lendemain : « Je te soutiens, mais prends seul la responsabilité du compromis, moi je garde le droit de voter contre ». Je m'attendais à ce qu'ils me disent : « Nous avons une estimation différente de notre capacité à continuer mais les valeurs élémentaires de solidarité nous imposent de soutenir le gouvernement et le Premier ministre jusqu'à ce que soit possible l'accord – parce qu'il n'existe pas encore, de voter pour tout en soulignant notre désaccord, y compris durant le vote et ensuite de demander la redéfinition de la stratégie du parti et donc du gouvernement à travers une procédure de débat collectif comme le prévoient nos statuts ». Voilà ce qu'aurait dû être une position de solidarité. Je ne comprends pas cette posture, ou plutôt je comprends qu'elle est liée à des décisions prises il y a déjà longtemps. Des décisions de rupture. Des décisions qui peuvent conduire à l'implosion. Je suis le garant de l'unité de Syriza, en tant que président du parti et j'irai jusqu'au bout de mon effort pour garantir cette unité. Mais l'unité forcée, ça n'existe nulle part.

Rien n'indique que ces décisions étaient planifiées, les choses sont arrivées rapidement. Ceux qui, au

Parlement, brandissaient le oui et ceux qui brandissaient le non partageaient la même douleur...

Alexis Tsipras. La vie nous dira si mes peurs sont fondées ou injustifiées. Mais voilà quelles étaient mes attentes à l'endroit de camarades avec qui nous avons fait tant de chemin, avec nos désaccords mais toujours ensemble dans les moments difficiles. J'ai dû gérer une réalité terrible, impitoyable. Si quelqu'un pense que Tsipras, en tant que Premier ministre, le 12 juillet, avait d'autres choix et qu'il a décidé de ne pas les suivre pour trahir ses principes et maintenir le pays dans l'asphyxie, qu'il l'explique publiquement, sans manipulations. Et qu'il nous dise quel était ce plan alternatif. Quel était donc ce plan que j'aurais choisi de ne pas suivre ? Posons ce débat en toute honnêteté. Pas en proférant des accusations d'apostasie. Discutons de la monnaie, de l'orientation européenne du pays ! Mais en des termes structurés, qui tiennent la route, pas seulement en théorie mais en pratique aussi. Dans le programme de Syriza, notre priorité absolue est d'empêcher la catastrophe humanitaire. Si notre plan théorique ne prend pas en compte cette priorité alors c'est un plan sans fondement. Je n'ai pas demandé au peuple grec de voter « non » pour aller à la drachme. Et pour autant que je sache, la majorité du peuple grec n'a pas compris la question du référendum en ces termes. Dire que ce grand « non » était un grand « oui » à la drachme, c'est manipuler la vérité. Manipulation que nous n'avons pas le droit de faire face à notre histoire, à nos combats, à notre dialogue démocratique entre égaux. Nous n'avons pas le droit d'essayer de régler nos différences dans un tel cadre.

Vous posez la question de vos rapports – non pas au niveau personnel, mais institutionnel, avec le Parlement et avec sa présidente, Zoé Konstantopoulou.

Alexis Tsipras. J'ai exprimé ma préoccupation, tant à elle en personne que publiquement. Nos relations sont des relations d'estime, il n'y a aucun doute là-dessus. À partir de là, les choix de chacune et de chacun, notamment lorsqu'on occupe des responsabilités institutionnelles, produisent des résultats. De facto. Se trouver face à quelqu'un qui vous dit : « Je te dénonce pour te protéger », c'est surréaliste. Je ne suis pas un enfant, j'ai d'autres façons de me protéger [Rires]. Maintenant, si cela induit un mauvais fonctionnement institutionnel nous en jugerons dans la prochaine période. Si la volonté est de jouer la guérilla pour finir par voter, épuisés, à six heures du matin, en dormant sur les bancs de la Vouli, afin de montrer que de cette façon, on résiste à la Troïka, que dire ? Ce sont des enfantillages.

Quelles est la position du président de la République face à la crise ?

Alexis Tsipras. Le président de la République, avec beaucoup d'angoisse, s'est positionné sur ces décisions difficiles et il respecte scrupuleusement le cadre institutionnel de ses prérogatives. Je me souviens que tout le monde lui était tombé dessus, lui demandant de ne pas accepter le référendum. Il a fait son devoir, comme le définissait la Constitution, mais au-delà du cadre constitutionnel, au-delà des clichés institutionnels et du protocole, je pense qu'il ressent une sincère angoisse pour le pays. Une angoisse qu'il me communique quotidiennement. Nous avons des opinions différentes mais c'est une collaboration exceptionnelle.

Faut-il aller à des élections législatives anticipées ?

Alexis Tsipras. J'aurais été le dernier à vouloir des élections, si nous avons une majorité parlementaire garantie, pour aller jusqu'à la fin du programme et à la sortie des memoranda, tout en menant le combat afin d'être jugés non pas sur des intentions, mais sur une politique de confrontation avec l'oligarchie, de respiration, de redistribution, de soutien aux plus faibles. Mais si nous n'avons pas la majorité parlementaire je serai obligé, nous serons obligés d'aller vers des élections. Cela tiendra en grande partie aux décisions prises au niveau du parti, étant données les dissensions exprimées au sein du comité central et du groupe parlementaire.

Quelle est votre proposition au niveau du Comité Central ?

Alexis Tsipras. Je pense que ma proposition est une proposition logique. Nous avons un parti, avec des membres, il faut leur faire confiance, entendre leurs réponses, de façon ordonnée, démocratique. Qu'il y ait une procédure structurée, pour un congrès extraordinaire, étant donné que ce sont des conditions d'urgences qui se profilent. Les procédures devraient être lancées juste après les vacances d'été, dès septembre il faut qu'il y ait un congrès, que soient élus des délégués appelés à trancher des désaccords stratégiques critiques, à définir la voie de la gauche à partir de maintenant, le nouveau plan stratégique, le nouveau programme. À partir de là, si des membres du Comité Central exigent que le parti se positionne immédiatement, avant la conclusion de l'accord... j'aurai une bombe entre les mains [Rires]. Mais enfin si telle est l'exigence, la moindre des choses serait que ce débat crucial pour le futur de la gauche et pour le futur du pays ne soit pas simplement posé au niveau de la direction du parti. Que les adhérents s'expriment. Et comme en si peu de temps il n'existe pas d'autre moyen de leur demander leur avis que par un bulletin. Si telle est l'exigence, la démocratie étant toujours la solution, comme le peuple, le parti devrait voter et décider rapidement. Ce qui n'invalide pas pour autant la proposition d'un congrès extraordinaire par la suite, pour résoudre les problèmes de stratégie.

Une dernière question. Durant tout ce parcours, depuis cinq mois, quelle a été votre erreur ?

Alexis Tsipras. S'il n'y en avait qu'une je serais un homme heureux ! [Rires]

La plus grande ?

Alexis Tsipras. Ce n'est que plus tard que quelqu'un pourra en juger. Disons que cette confrontation frontale avec les principaux pouvoirs en Europe, aurait dû avoir lieu plus tôt. Nous avons été emportés après le 20 février dans une négociation qui était une guerre d'usure. Je dois avouer cependant qu'il n'est pas facile de prendre la décision de dire : « Je ne paye pas, advienne que pourra. » C'est une décision très difficile. Cependant, rétrospectivement, il était certain que nous en arriverions là mais vous savez, l'espoir meurt en dernier. Il y avait toujours l'espoir que l'attachement aux principes démocratiques, que les manifestations des peuples nous offriraient une issue, un cadre pour une solution. Ça n'a pas été le cas. Cependant, je le répète, je me sens fier de ce semestre, du combat mené. Il y a eu bien sûr des erreurs. Je crois que malgré les difficultés nous n'en sommes pas arrivés au point où ces erreurs ont mené à une catastrophe irréversible. Tout est réversible. Je pense que nous avons devant nous une voie très accidentée faite de combats constants et de revendications, afin de réussir le mieux possible pour les intérêts du peuple. Tel est notre but.